

Monique Dumais : *Femmes et pauvreté*

Martine D'Amours

Volume 13, numéro 1, 2000

La marche mondiale des femmes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/058080ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/058080ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

D'Amours, M. (2000). Compte rendu de [Monique Dumais : *Femmes et pauvreté*]. *Recherches féministes*, 13(1), 167–168.

<https://doi.org/10.7202/058080ar>

—● **Monique Dumais**

Femmes et pauvreté.

Montréal, Médiaspaul, collection « Interpellations »,
1998, 134 p.

Après avoir écrit sur les droits des femmes, la théologienne Monique Dumais vient de publier ce petit ouvrage sur la pauvreté, car, précise-t-elle, la réalisation des droits des femmes suppose une certaine sécurité économique. Cette cofondatrice du collectif féministe « L'autre parole » place sa réflexion sous le signe de l'éthique, c'est-à-dire, pour reprendre les mots de Paul Ricœur, « la visée de la « vie bonne » avec et pour autrui dans des institutions justes ».

L'ouvrage se divise en quatre parties. La première retrace certaines des causes de la pauvreté des femmes. Ces causes sont essentiellement sociales : la maternité (incluant la difficulté de concilier travail et famille), les conditions de travail (et leur lien avec l'invisibilité et la non-reconnaissance du travail domestique) et le modèle socioculturel de la mère (renforcé par les enseignements de l'Église catholique).

La deuxième partie concerne les valeurs pouvant servir de base à une réflexion et à une pratique transformatrices. L'auteure en dégage quatre : l'égalité entre les êtres humains (l'équivalence des droits, qui ne doit pas exclure le respect des différences), la justice (et ce qu'elle suppose de combats contre toutes les formes de situations violentes, opprimantes et infériorisantes), la dignité (liée au respect des droits de la personne) et la responsabilité (il est évidemment surtout question de responsabilité sociale devant des situations d'injustice structurelle).

La troisième partie porte sur les stratégies d'action à promouvoir pour appuyer la lutte des femmes contre la pauvreté, résumées dans l'acronyme ANCRÉS : autonomie, nécessité, créativité, reconnaissance, espérance et solidarité. Monique Dumais cite ici la théologienne brésilienne Ivone Gebara, qui relit l'« option pour le pauvre », chère à la théologie de la libération, comme option pour la femme pauvre, parce « la femme pauvre est aujourd'hui pauvre entre les pauvres ». Cette option pour la femme pauvre comporte trois dimensions : l'option pour la femme elle-même (reconnaissance de soi comme femme, construction de son identité), l'option pour l'autre (aspect collectif, option pour un groupe humain diminué dans son intégrité) et l'option pour un avenir de justice et d'amour (beau-coup liée à l'espérance et aux résistances dont témoignent les luttes des femmes).

Dans la quatrième partie, l'auteure reprend l'une de ces stratégies, à savoir la reconnaissance et la valorisation de l'apport collectif des femmes, et discute de deux voies particulières pour la concrétiser : l'économie sociale et l'allocation universelle. La première lui semble intéressante, car elle se définit par un certain nombre de principes éthiques : finalité de services aux membres et à la collectivité, autonomie, démocratie, primauté des personnes et du travail dans la répartition des revenus et surplus, etc. La seconde, l'allocation universelle, est présentée comme un moyen de reconnaître le travail non rémunéré des femmes, au sein de la famille et de la société.

Si elle fait voir les possibilités et les limites de l'économie sociale, et le fait que cette dernière peut s'inscrire dans un scénario néolibéral comme dans un scénario progressiste et démocratique, l'auteure ne présente cependant que la version progressiste de l'allocation universelle, laissant dans l'ombre le fait que cette solution de rechange a aussi ses

adeptes parmi les personnes d'allégeance néolibérale, tel l'économiste américain Milton Friedman. Pourtant, aucune solution aux réalités actuelles de la pauvreté et de l'exclusion n'est à elle seule et en soi progressiste. Toutes existent en « version de droite » comme en « version de gauche », et la différence réside dans les projets de société dans lesquels elles s'inscrivent.

Le petit ouvrage de Monique Dumais est émaillé de citations, reprenant une foule d'extraits de rapports, de textes institutionnels ou militants, universitaires ou ecclésiastiques. Cependant, la réflexion éthique, le fil conducteur supposé relier cette courtepointe, nous a semblé trop mince et nous a laissée sur notre appétit. Les valeurs que l'auteure évoque peuvent être revendiquées par des projets très différents, et l'on aurait souhaité voir Monique Dumais pousser la réflexion plus loin, dans les nuances entre égalité et équité, dans les débats sur les diverses conceptions de la justice, dans les contours et les limites de la notion de responsabilité. Quels éléments peuvent nous aider à discerner les « bonnes » des « mauvaises » références à ces valeurs ? Comment s'articulent-elles dans un projet de société ? C'est là où, nous semble-t-il, le regard particulier auquel nous a habituées cette théologienne, à savoir la réflexion éthique et critique des réalités ecclésiastiques, n'a pas donné sa pleine mesure.

MARTINE D'AMOURS

Laboratoire de recherche sur les pratiques
et les politiques sociales (LAREPPS)
et INRS–Culture et société

—● **Manon Tremblay**

Des femmes au Parlement : une stratégie féministe ?
Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 1999, 314 p.

« Quelque chose ne va pas... » C'est du moins l'une des premières affirmations de Manon Tremblay rappelant l'écart qui existe entre la proportion des femmes dans la population et leur représentation au sein des institutions publiques. Or l'accès des femmes au pouvoir est non seulement une question d'équité mais une question de légitimité du système politique. Cependant, est-il vrai qu'en raison de leur socialisation, de leurs valeurs et de leurs expériences de vie les femmes apportent en politique des perspectives différentes ? Qu'en pensent les élues elles-mêmes ? De quels moyens disposent-elles ? À quels obstacles se heurtent-elles ? C'est avec ces questions en tête que Manon Tremblay procède à une fascinante étude sur l'opinion des députées à la Chambre des communes, à partir de données recueillies de 1994 à 1996. À des entrevues individuelles avec des femmes élues, dont l'ouvrage offre de riches et larges extraits, s'est ajouté un questionnaire envoyé autant aux hommes qu'aux femmes parlementaires. Et c'est la recherche à travers cinq chapitres nourris d'exemples tout autant que d'analyses, d'une réponse au titre du livre : *Des femmes au Parlement : une stratégie féministe ?*